

Le 11 octobre 2010  
événement

## Marseille en capitale des luttes sociales

Ponctuelles ou reconductibles, victorieuse comme celle des employées de Monoprix, les grèves se multiplient dans la région marseillaise à la veille de journées cruciales pour la France du travail.

Elles ont lutté pour une révision avantageuse de leurs qualifications et une hausse jusqu'à parfois 35 heures de leurs contrats à temps partiel, elles ont gagné! Les employées des Monoprix du Prado et de la Canebière ayant obtenu satisfaction ont pu, au 21<sup>e</sup> jour, arrêter leur grève. Sauf un ultime débrayage, demain, pour participer, sans doute dans les premiers rangs, à la manifestation unitaire (1) qui s'annonce à nouveau puissante, «pour une autre réforme des retraites et un meilleur partage des richesses».

### **Les travailleurs pauvres ne se comptent plus**

Vendredi dernier, comme pour prendre le relais de cette lutte victorieuse, plusieurs centaines de dockers et agents du port de commerce faisaient flotter, devant la préfecture et sur la chaude marmite marseillaise, les drapeaux rouges de la CGT. Réunis peu avant devant le BCMO, le bureau central de la main-d'œuvre où ils embauchent quotidiennement, ils venaient de décider d'entrer en action aux côtés de leurs collègues des terminaux pétroliers de l'étang de Berre (Fos et Lavera), en grève alors depuis une bonne semaine. Une cinquantaine de pétroliers font actuellement des ronds dans l'eau non loin des quatre raffineries qui produisent un tiers au moins de l'essence pour la France et dont le personnel est appelé lui aussi à la grève reconductible. Ces luttes, dans des secteurs d'activité «stratégiques» autant pour le gouvernement que pour les syndicats, n'ont a priori rien de commun avec, la semaine dernière, ces deux journées de grève «historiques» à l'hôpital Saint-Joseph. Quoique... Les syndicats du premier hôpital privé de France ont là aussi sonné la révolte «contre la perte d'acquis sociaux obtenus par des décennies de négociations» dans un contexte où «les salaires ne sont pas mirobolants». La différence, c'est que ce sont, à l'instar de Mireille Chessa, l'emblématique secrétaire générale de l'UD CGT des Bouches-du-Rhône, des femmes qui sont en première ligne. C'est le cas bien sûr des «tatas», ces «dames de la cantine», qui reconduisent leur grève depuis maintenant une dizaine de jours en expliquant aux portes des écoles que si la loi Woerth-Sarkozy venait à être appliquée, leurs pensions de retraite seraient d'environ 800 euros.

Signe de précarité et de faibles salaires, deux agents sur trois des finances publiques aussi sont des femmes. Ces fonctionnaires sont appelés à la grève reconductible par Solidaires et la CGT dont le secrétaire du syndicat du Trésor, Fred Larrivé, souligne le télescopage désespérant entre le report à soixante-deux ans de l'âge légal de départ et la dégradation accélérée par la RGPP (le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite) des conditions de travail. Ce dans une région où les loyers flambent, où les travailleurs pauvres ne se comptent plus, et où la casse industrielle se poursuivrait allègrement sans la résistance (payante, lire ci-contre) que lui ont opposée, hier, les salariés de Nestlé et qu'organisent aujourd'hui les Fralib à Gémenos.

### **Les premières manifs d'étudiants**

Dans ce bouillonnement rebelle au parfum de révolte, les – premières – manifs d'étudiants de l'université d'Aix-Marseille, le jour de l'ouverture des débats au Sénat, ne sont pas passées inaperçues. Tout comme le rassemblement gréviste autour d'un «gâteau pourri symbolisant le premier anniversaire d'une réorganisation scandaleuse» des personnels des services des actions sociales et médico-sociales du conseil général des Bouches-du-Rhône. Ils tirent le signal d'alarme auprès des usagers, tout comme les agents de Pôle emploi, appelés à la grève demain, qui protestent contre «le démantèlement du service public au profit des marchands de main-d'œuvre» ou encore les cheminots de la gare Saint-Charles, qui seront en assemblée générale dès le 13 pour décider des suites d'un mouvement qui, pour nombre de ses acteurs marseillais, mêle intimement à la lutte pour une autre réforme des retraites des revendications pressantes sur les salaires et l'emploi.

(1) Deux cortèges pour une arrivée commune place Castellane. 1<sup>er</sup> départ à 10h30 au Vieux-Port pour CGT, CFDT, Unsa, FSU, Unef, Solidaires. 2<sup>e</sup> départ à 10h30 aux Mobiles pour FO, CFE-CGC et CFTC.

### **Marseille, envoyé spécial.**

Philippe Jérôme